

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
portant levée de mise en demeure
à l'encontre de la société GODET FRERES COGNAC
pour ses installations de stockage d'alcools de bouche d'origine agricole
sur le territoire de la commune de La Rochelle, rue Elie Barreau (17000)**

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Le Préfet de Charente-Maritime
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2024 mettant en demeure la société COGNAC FRERES GODET, dont le siège social est situé 34 Quai Louis Durand à La Rochelle (17000), de respecter les prescriptions techniques qui lui sont applicables pour ses installations situées rue Elie Barreau sur la commune de La Rochelle (17000) ;

Vu la demande du 4 mars 2025, présentée par la société GODET FRERES COGNAC dont le siège social est situé à la Rochelle, 34 Quai Louis Durand, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de stockage d'alcools de bouche d'origine agricole située à la Rochelle, rue Elie Barreau ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 6 octobre 2025 relatif à l'exploitation par la société GODET FRERES COGNAC de l'installation de stockage d'alcools de bouche d'origine agricole située rue Elie Barreau sur la commune de La Rochelle ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2025 donnant délégation de signature à M. Emmanuel CAYRON, Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, et organisant sa suppléance ;

Vu la visite d'inspection du 2 mars 2026 réalisée rue Elie Barreau à La Rochelle (17000) ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 26 mars 2026 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que la société COGNAC FRERES GODET respecte désormais les prescriptions applicables pour ses installations et qu'à la date d'édition du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 29 juillet 2024 susvisé sont satisfaites ;

Considérant en conséquence que la mise en demeure prononcée par l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2024 susvisé peut être levée ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Charente-Maritime,

ARRÊTE

Article 1 -

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 juillet 2024 susvisé pris à l'encontre de la société COGNAC FRERES GODET lui enjoignant de respecter les prescriptions applicables pour ses installations situées rue Elie Barreau à La Rochelle (17000) sont abrogées.

Article 2 -

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Dans ce délai cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique, qui prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « telerecours.fr ».

Article 3 -

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Charente-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 -

Le présent arrêté sera notifié à la société COGNAC FRERES GODET.

Copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime,
- Monsieur le Maire de La Rochelle,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-aquitaine.

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La Rochelle, le

22 AVR. 2026

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Emmanuel CAYRON